

Le point de rupture est atteint dans l'Éducation nationale, et le SNALC fait depuis longtemps son travail de corps intermédiaire : nous avons prévenu, averti, dialogué, manifesté. Nous avons parfois négocié, mais soyons réalistes : il y a rarement quoi que ce soit de sérieux à négocier, car l'Éducation n'est pas une priorité. Là encore, discours et actes ne convergent pas.

Reste une crise, béante, que la situation actuelle ne risque pas de résorber. La crise d'une institution essentielle à la République, qui n'assure plus que difficilement ses missions, faisant tout reposer sur la bonne volonté et le sens civique de personnels déconsidérés.

Les constats sont connus, et en grande partie partagés. Des personnels sous-payés par rapport à leur fonction et à leur niveau d'étude, et pour certains métiers essentiels, sous le seuil de pauvreté. Une crise des recrutements qui dure et s'est étendue aux professeurs des écoles. Une école inclusive au rabais, source de souffrance pour tous. Une médecine scolaire et du travail qui ont quasiment disparu. Des mutations de plus en plus difficiles à obtenir et volontairement rendu opaques et dysfonctionnelles avec la loi de transformation de la fonction publique.

Ce ne sont pas une énième réforme de la formation initiale ou des changements réguliers de programmes qui apporteront de l'espoir à nos collègues.

L'École ne peut et ne doit pas être une variable d'ajustement. C'est pour cela que le SNALC a déposé un préavis de grève couvrant l'ensemble de l'année scolaire et qu'il se battra, quels que soient ses interlocuteurs, pour un budget qui préserve notre École, qui donne enfin des perspectives positives aux collègues, et qui s'inscrit dans une vision à long terme, et non dans une succession de mesurette et de coups de com' sans lendemain (dernier exemple en date : développer une IA "souveraine" pour la modique somme de 20 millions d'euros).

Dans l'Éducation nationale, et particulièrement dans le premier degré, puisque c'est à l'ordre du jour de ce CDEN, les personnels ne cessent depuis des années de travailler davantage pour le même salaire. Ce sont les réunions et rendez-vous avec les parents, ce sont les 108 heures qui en font 150 dans les faits, ce sont les heures imposées de formation qu'on ne sait plus où caser, ce sont les évaluations d'école qui stressent les équipes et demandent un travail énorme par rapport à la plus-value réalisée.

Dans l'Essonne comme ailleurs, on aurait pu connaître une baisse du nombre d'élèves par classe grâce à la baisse de la démographie, et bien non, on oublie ! L'éducation est un investissement sur l'avenir, mais au diable le bien-être et la santé mentale quand les finances vont mal. Il faut faire des économies ! Le CRPE ne fait plus recette... qu'importe, faisons massivement appel aux contractuels. Dans l'Essonne, ils étaient 293 en septembre 2023. Ils sont 585 en juin 2025. Ils représenteront bientôt 10% des effectifs. Une gestion bienveillante des personnels de l'Éducation nationale ? Pas vraiment... Et cela commence dès le début pour de nombreux collègues nouvellement titularisés, envoyés sur des postes difficiles, souvent fractionnés et éloignés de leur domicile. Commencer sa carrière par un recours... quelle entrée en matière ! A contrario les exemples sont nombreux de postes restés vacants, refusés aux nouveaux collègues titulaires et sur lesquels on retrouve des contractuels à la rentrée. Sans parler des adaptations de structure nécessaires à l'accueil des contractuels, ce qui excède les fonctionnaires titulaires. Une mise en concurrence entre titulaires et contractuels met en danger la cohésion de nos métiers. Pourtant, la stabilité est un enjeu majeur pour assurer la continuité des apprentissages et des politiques éducatives, ainsi que le bien-être des élèves et des enseignants. Et que dire des conditions de travail en ULIS et RASED qui se dégradent d'année en année.

Le moral des professeurs des écoles n'a jamais été aussi bas. L'épuisement professionnel, les départs prématurés et les vagues de démissions s'intensifient, entraînant la profession dans une crise inédite. Dès leurs premiers mois dans le métier, les plus jeunes se heurtent déjà à des conditions de travail éprouvantes qui poussent rapidement certains à envisager une reconversion. L'école publique traverse une crise profonde, et les enseignants, épuisés, ne parviennent plus à exercer dans des conditions acceptables. Des actions fortes, mûrement réfléchies et adaptées aux besoins réels du terrain doivent être mises en œuvre sans délai. L'avenir de l'éducation, et par conséquent de notre société tout entière, est en jeu.